



Comité contre les initiatives phytos extrêmes

Conférence de presse du comité national contre les initiatives phytos extrêmes du 9 mars 2021

Vous commandez quelque chose, on vous sert autre chose

Discours de Markus Ritter, conseiller national et président de l'Union suisse des paysans

Les deux initiatives « Pour une eau potable propre et une alimentation saine » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » passeront en votation le 13 juin prochain. L'initiative pour l'eau potable veut redistribuer les paiements directs. Les deux principales exigences pour bénéficier de la manne fédérale se révèlent problématiques au plus haut point. Les paiements seraient réservés (I) aux exploitations qui n'utilisent pas de pesticides et (II) aux exploitations qui n'achètent pas de fourrage pour nourrir leurs animaux. Qu'est-ce que sont les pesticides ? Le groupe « Vision Landwirtschaft », qui n'appartient certainement pas au lobby agricole dont il est beaucoup question, donne la définition suivante : les pesticides sont des substances chimiques toxiques utilisées dans l'agriculture et l'horticulture pour tuer ou repousser des animaux, des plantes ou des champignons indésirables. Les pesticides peuvent être d'origine synthétique ou naturelle. En d'autres termes, la première exigence concerne également les produits utilisés dans l'agriculture biologique. L'initiative vise donc aussi les exploitations biologiques. Il en va de même pour l'exigence relative au fourrage. Les exploitations avicoles ou porcines, en particulier, auraient besoin de vastes terres arables pour produire elles-mêmes tout le fourrage nécessaire pour leurs animaux. Seules quelques familles paysannes seraient en mesure de satisfaire à cette exigence.

Les exigences de l'initiative pour l'eau potable placent les exploitations agricoles devant un dilemme : soit renoncer aux paiements directs et ne pas devoir remplir de nouvelles conditions ; soit se retirer des filières problématiques, dont font partie les cultures exigeantes comme les fruits, les légumes, la vigne, les pommes de terre, le colza et la betterave sucrière, ainsi que l'élevage de volailles et de porcs. Dans un cas comme dans l'autre, l'environnement n'y gagne rien. Dans le premier cas, les exploitations n'ont plus besoin de respecter les exigences écologiques minimales à l'octroi des paiements directs, comme la mise en place d'au moins 7 % de leurs terres pour promouvoir la biodiversité. Dans le second cas, la production de certains aliments disparaît ou devient négligeable, si bien que nous devons en importer davantage. Comme les importations ne sont soumises à aucune exigence, nous ne faisons qu'accroître à l'étranger l'empreinte écologique de notre consommation. Cette initiative n'a de toute façon rien à voir avec la protection de l'eau potable.

L'initiative antipesticides veut interdire l'utilisation de pesticides de synthèse. En Suisse, mais aussi pour les aliments importés. Elle se montre donc au moins beaucoup plus cohérente dans ses revendications que l'initiative pour l'eau potable. Les problèmes, en l'occurrence, se situent ailleurs. D'une part, imposer de telles exigences aux importations serait incompatible avec l'OMC. La Suisse manquerait à ses engagements commerciaux. Il est donc à craindre que l'initiative ne soit mise en œuvre qu'au niveau national, faisant ainsi subir un énorme désavantage concurrentiel à l'agriculture suisse. D'autre part, les consommateurs disposent d'ores et déjà d'un assortiment complet d'aliments issus de l'agriculture biologique dans les magasins. Ces aliments sont produits sans pesticides de synthèse. Or, leur part de marché ne s'élève qu'à 11 % aujourd'hui. Les coûts de production plus élevés et, partant, les prix plus élevés en magasin, que tout le monde ne peut ou ne veut pas payer, y sont aussi pour quelque chose. En d'autres termes, une révolution de l'offre ne répond pas à la demande. Il en résulterait, en quelque sorte, un assortiment dicté par l'État, supprimant ainsi toute liberté de choix.

Ces initiatives vont trop loin, c'est pourquoi une grande majorité de nos familles paysannes les rejettent. Alors que l'initiative antipesticides a la faveur d'une partie des exploitations biologiques, l'initiative pour l'eau potable fait face, à quelques exceptions près, à des rangs très serrés.